Préparer la reprise

Pour ses Assises, la Fieec a réuni une partie des invités déjà présents l'année dernière. Et notamment Luc Chatel qui revenait en deuxième année. Seulement, entre-temps le paysage a changé et le discours s'est adapté.

ui peut dire si la crise est devant nous ou derrière? Personne, et surtout pas les adhérents de la Fieec qui, réunis en assises fin mai, sont restés très vagues sur le sujet. L'ampleur de la crise? Ca dépend des secteurs. La reprise, c'est pour quand? Ca dépend des secteurs... Du Fernand Reynaud.

Et Pierre Gattaz, le Président de la Fieec, de jouer également avec les pronostiqueurs « certains annoncent des courbes en U, d'autres en V, d'autres encore en L et peut-être bien que la crise aura une courbe en racine carré ». Un monde sans reprise, plat comme une limande.

Pourtant, l'endroit n'était pas aux pleurs, aux demandes d'aides et autres subventions. Tout le monde était conscient qu'il faut se prendre par la main et ne pas attendre un Etat Pompidolien ou Gaullien. Le sujet était plutôt de préparer la reprise de demain, et à ce jeu-là la France n'a jamais fait partie du peloton de tête.

UN PEU DE PROSPECTIVE

D'où l'idée de la Fieec, depuis un an, de se pencher sur les 5 à 10 à venir avec des études prospectives sur ce dont la France aura besoin demain. Beaucoup d'intervenants sont revenus, lors de ces assises, sur le premier plan de relance qui faisait une large place aux ronds-points des communes plutôt qu'à une véritable vision du futur, incluant une pérennité des emplois. Un constat qui en appelle un autre, celui de la solidarité entre les entreprises, le changement entre les pratiques d'il y a une vingtaine d'année et aujourd'hui est flagrant, il faut recréer ces liens.

Première étape de cette prospective, les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique. Des termes marketing qui se heurtent parfois à la réalité du terrain. C'est ainsi qu'Eric Pilaud, DG stratégie, clients, innovation & technologie de Schneider Electric, note que pour l'efficacité énergétique, tout le monde parle le plus souvent des nouvelles installations qui sont parfaites en terme de consommation, mais oublie que la grande majorité des gains sont à faire dans les usines et les bâtiments existants. « En moyenne, on arrive à faire baisser les consommations de 30 % dans les entreprises qui ont une vingtaine d'années, et le retour sur investissement tourne autour de deux ans ». Et cela même si l'électricité n'est pas chère sur le territoire francais.

Dans le secteur des énergies renouvelables, pour André Antolini, président du Syndicat des Energies Renouvelables, « le retard de la France est magistral, et l'on s'apprête à le creuser encore plus ». Et de noter que le nombre de demandes de permis de construire d'éoliennes est 4 fois inférieur cette année à celui de l'année dernière à la même époque. La faute aux blocages administratifs, « l'establishment est frileux ».

LE GRENELLE ENTERRÉ ?

Le Grenelle fut une bonne opération marketing, il avait même prévu une production de puissance renouvelable, en 2020, de 25.000 MW, soit des investissements estimés à 35 milliards, une bonne moitié revenant aux industriels français dont les automaticiens et autres électriciens. Aujourd'hui, ce chantier semble à l'abandon et les milliers d'emplois qui auraient pu être créés avec. « Nous ne demandons pas un seul centime, nous souhaitons seulement que les permis de construire soient délivrés ». Et André Antolini de compléter sa pensée « un plan

de relance ne consiste pas à accélérer, tout en ayant toujours le pied sur le frein ».

Vous pensez que la messe est dite? Pourtant non, voilà que pour le photovoltaïque l'Europe produit aujourd'hui environ 7 GW, et la France y participe pour 70 MW. Alors que nous avons un pays parmi les plus ensoleillés et les plus venteux. « Remarquez, il suffit de regarder le nombre de fonctionnaires affectés au dossier des Energies renouvelables — ils sont une demi-douzaine — pour se faire une idée de la volonté politique » assène André Antolini.

Pourtant, personne ne parle de recherches à long terme, les technologies existent, les industries également, seule une volonté politique est nécessaire.

Ralf Christian, CEO Power Distribution Division chez Siemens, rappelle que la France et l'Europe sont dans un monde concurrentiel coincé entre la Chine qui installe des lignes de courant aptes à faire transiter 5.000 MW sur une unique ligne, le tout sur 12000 kilomètres, et de l'autre les USA qui s'attaquent à la gestion de l'électricité. Car l'un des challenges de demain sera de gérer ces milliers, voire ces millions, de producteurs d'électricité. « Déjà certains pays produisent plus qu'ils ne savent consommer ou vendre, ils produisent pour rien ». Encore du travail pour les automaticiens de tout poil.

Nulle part ailleurs

LE CAS DE SEB

Pour Seb, invité aux assises de la Fieec en qualité d'industriel, la réponse tient en un mot « innovation ». Facile à dire, surtout avec les deux tiers de la consommation de produits électroménagers qui parvient de Chine, et avec des cafetières vendues 4,99 euros, il devient difficile de lutter.

Pourtant Seb conserve 6.000 emplois de production en France, quelle recette ? Innovation, encore une fois.

« Si nous attendons que les acheteurs européens aient une cafetière en panne pour en vendre une nouvelle, nous pouvons fermer de suite. Il faut proposer aux clients des nouveautés répondant à leurs souhaits, et non essayer de vendre les développements que nous avons imaginés pour eux ».

L'exemple des friteuses est parlant. Le marché reculait depuis plusieurs années de 7 % par an en Europe. Puis Seb présenta sa friteuse sans huile, et aujourd'hui annonce fièrement Thierry de la Tour d'Artaise, Président du Groupe Seb, « le marché des ventes de friteuses a progressé de 50 % en Europe ». De quoi booster une usine en difficulté il y a deux ans, et qui, aujourd'hui, a du mal à fournir.

Et demain la réponse sera la même, l'innovation. C'est ainsi que Seb parle d'aspirateurs sans bruit, d'eau chaude instantanée en moins d'une seconde. « Il faut lier marketing et recherche, et surtout avoir du culot ».

Un moyen de conserver de l'emploi en France, si certains produits ne peuvent être rentables qu'avec des productions chinoises, pour les nouveautés seules la conception et la production en France permettent de réaliser des produits rentables, et « l'innovation des processus de production fait partie intégrante de l'innovation ». Encore du travail pour les automaticiens et roboticiens en perspective.

LUC CHATEL ET L'APPORT DE L'ETAT

Face à ces demandes et interrogations, le secrétaire d'Etat se devait de changer de discours. Et d'abord montrer, encore une fois, la prise de conscience de l'importance de l'industrie.

« Je partage avec vous la conviction selon laquelle le monde, demain, aura plus que jamais besoin d'industries. Et la France a un rôle à jouer. Nous avons le potentiel pour répondre aux enjeux sociétaux majeurs qui se dessinent.

La crise a démontré, s'il en était encore besoin, toute l'influence qu'exerce l'industrie sur la santé économique des pays développés. Quand les usines s'arrêtent c'est l'économie entière qui vacille. Quand les entreprises industrielles disparaissent, ce sont des décennies de savoir-faire qui peuvent se perdre. Quand des usines ferment, c'est tout un tissu économique local qui est dévasté ».

« La crise a été d'une violence incroyable. Par sa soudaineté, avec en quelques mois des chutes d'activité de 40 % dans des secteurs aussi emblématiques que l'automobile ou l'acier. Tout se passe comme si nous étions pris dans un étau, avec une concurrence par le « haut » des pays industrialisés, qui se joue sur l'innovation et la qualité, et une concurrence par le « bas », sur les coûts, de la part des pays émergents ».

FAUT-IL ALLER PLUS LOIN DANS LA RE-LANCE ?

« Si le plan de relance a ciblé plus spécifiquement les infrastructures et l'investissement public, c'est que nous pensons que l'industrie sert de locomotive au reste de l'activité économique. Ce plan de relance s'est accompagné de mesures conjoncturelles exceptionnelles pour faire face aux urgences financières et sociales.

Mais je crois que nous devons aller plus loin encore. Alors que le redémarrage tarde, que les chutes d'activité atteignent désormais 40 à 50 % dans certains secteurs, nous devons nous poser ensemble la question des nouveaux leviers à actionner. Je dis « ensemble » à dessein, parce qu'il me semble que la contribution des industriels est essentielle pour dessiner une politique publique pertinente et adaptée.

Paradoxalement, cette crise peut aussi sonner l'heure du réveil de l'industrie française. Elle nous force aussi à nous remettre en cause et à regarder ensemble quels sont les scénarii que nous devons écrire pour que l'industrie française sorte de la crise ».

UN COMITÉ STRATÉGIQUE

Et l'avenir?

« Aussi nous allons créer au sein de la commission permanente de concertation pour l'industrie, un comité stratégique pour les marchés porteurs, que j'installerai d'ici un mois. Je souhaite en effet que nous menions une réflexion collective, avec une approche résolument transversale, pour bâtir une stratégie de croissance à moyen terme en identifiant des marchés :



- qui ont les plus fortes perspectives en matière de demande, d'emplois, de valeur-ajoutée et d'innovation.

- pour lesquels nous disposons des acteurs et des avantages compétitifs nous permettant de jouer un rôle majeur.

- pour lesquels l'intervention de l'Etat est la plus décisive.

La première tâche du comité sera d'identifier les marchés sur lesquels travailler, et pour lesquels des « forums » réunissant l'ensemble des acteurs pourraient être réunis ».

« J'ai pris bonne note de la proposition de la Fieec de mettre en place un « FIVAT » (fonds d'investissement des industries à valeur ajoutée technologique). Ce comité sera également le lieu pour discuter de cette proposition, et identifier les outils qui nous manquent pour mettre en oeuvre une véritable stratégie industrielle.

Si j'accorde autant d'importance à cette démarche, c'est que je suis convaincu que l'Etat peut jouer un rôle majeur dans l'émergence de technologies et de marchés nouveaux ».

Pour l'heure, la FIEEC note que les outils de financement permettant d'initier les marchés du futur n'ont pas encore été abordés. Et prend acte de la volonté industrielle dans son communiqué final.